

RÈGLEMENT N° AG-026-2009

Mis à jour le 30 juillet 2016 avec le règlement # AG-026-2009-A01

Règlement décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1.

ATTENDU que la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q. c. E-20.001) et le décret n° 1065-2005 du 9 novembre 2005 et ses modifications prévoient que l'agglomération de Sainte-Marguerite - Estérel est formée par les territoires de la Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson et de la Ville d'Estérel et déterminent les compétences qui plutôt que d'être exercées distinctivement pour chaque territoire local compris dans l'agglomération, doivent être exercées globalement par celle-ci ;

ATTENDU les responsabilités dévolues à l'agglomération de Sainte-Marguerite-Estérel relativement au Centre d'urgence 9-1-1 par les dispositions de cette même Loi ;

ATTENDU les récentes modifications à la *Loi sur la fiscalité municipale* relativement à la nouvelle mesure voulant que les clients d'un service téléphonique soient tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1 ;

ATTENDU que ce règlement n'est pas assujéti au droit d'opposition prévu à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q. c E-20.001) et ne nécessite non plus d'avis de motion précédant son adoption ;

ATTENDU que les membres du conseil ont tous reçu une copie du projet de règlement dans les délais requis et ont renoncé à la lecture complète du règlement ;

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ par madame Danielle Gareau, APPUYÉ par monsieur Daniel Beaudoin, et il est résolu :

QUE le règlement numéro AG-026-2009 soit et est adopté et qu'il soit statué et ordonné ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- 1° « client » : une personne qui souscrit un service téléphonique dans un but autre que d'en effectuer de nouveau la fourniture à titre de fournisseur de services de télécommunication ;
- 2° « service téléphonique » : un service de télécommunication qui remplit les deux conditions suivantes :
- a) il permet de composer le 9-1-1 pour joindre directement ou indirectement un centre d'urgence 9-1-1 offrant des services au Québec ;
 - b) il est fourni, sur le territoire de la municipalité locale, par un fournisseur de services de télécommunication.

Lorsqu'un fournisseur de services de télécommunication réserve un de ses services téléphonique pour sa propre utilisation, il est réputé, quant à ce service, un client visé au premier paragraphe 1° du premier alinéa.

Pour l'application du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du premier alinéa, le service de télécommunication est réputé fourni sur le territoire de la municipalité locale lorsque le numéro de téléphone attribué au client pour l'utilisation du service comporte un indicatif régional du Québec.

ARTICLE 2

Modifié le 30 juillet 2016
par le règlement
AG-026-2009-A01

À compter du 1^{er} août 2016 est imposée sur la fourniture d'un service téléphonique une taxe dont le montant est, pour chaque service téléphonique, de 0,46 \$ par mois par numéro de téléphone ou, dans ce cas d'un service multiligne autre qu'un service Centrex, par ligne d'accès de départ.

ARTICLE 3

Le client doit payer la taxe pour chaque mois au cours duquel il reçoit, à un moment quelconque, un service téléphonique.

ARTICLE 4 **Entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur à la date de la publication d'un avis à cet effet que le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'occupation du territoire fait publier à la *Gazette officielle du Québec*.

(signé)

Monsieur André Charbonneau
Maire

(signé)

Monsieur Denis Lemay
Directeur général

Règlement # AG-026-2009

Adoption du règlement : 13 juillet 2009

Approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et
De l'Occupation du territoire : 4 août 2009

Entrée en vigueur le jour de sa publication par le ministère
dans la Gazette officielle du Québec : 3 novembre 2009

Promulgation : 18 novembre 2009

Règlement # AG-026-2009-A01

Adoption du règlement : 18 avril 2016

Approbation par le ministre des Affaires municipales et
de l'Occupation du territoire : 2 juin 2016

Entrée en vigueur le jour de sa publication par le ministère
dans la Gazette officielle du Québec : 30 juillet 2016

Promulgation : 10 août 2016